



**RAPPORT COMPTE
ADMINISTRATIF
- 2017 -**

VILLE DE
ROUBAIX

SOMMAIRE

1^{ÈRE} PARTIE : LES GRANDS AGRÉGATS DU COMPTE ADMINISTRATIF 2017	4
2^{ÈME} PARTIE : LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	6
1: RECETTES DE FONCTIONNEMENT	6
2: DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	8
3^{ÈME} PARTIE : LA SECTION D'INVESTISSEMENT	12
1: DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	12
2: LES RECETTES D'INVESTISSEMENT	14

1^{ÈRE} PARTIE

LES GRANDS AGRÉGATS DU COMPTE ADMINISTRATIF 2017

*L'analyse budgétaire est réalisée hors excédent et hors ligne de trésorerie.
Les recettes de cessions sont retraitées en recettes d'investissement.*

Au compte administratif 2017, les dépenses réelles (investissement + fonctionnement) s'élèvent à 179,99M€ et sont en progression de +12,99 M€. Les recettes réelles s'élèvent à 172,30M€ et sont en diminution de 5,27M€.

En M €	CA 2016	CA 2017	Évolution / Réa 2016	
			EN M €	% / 2017
Recettes de fonctionnement	149,19	149,93	+0,74	+0,5%
Recettes d'investissement	28,38	22,36	-6,01	-21,2%
Recettes	177,57	172,30	-5,27	-3,0%
Dépenses de fonctionnement	129,42	138,42	+9,00	+7,0%
Dépenses d'investissement	37,58	41,57	+3,99	+10,6%
Dépenses	166,99	179,99	+12,99	+7,8%

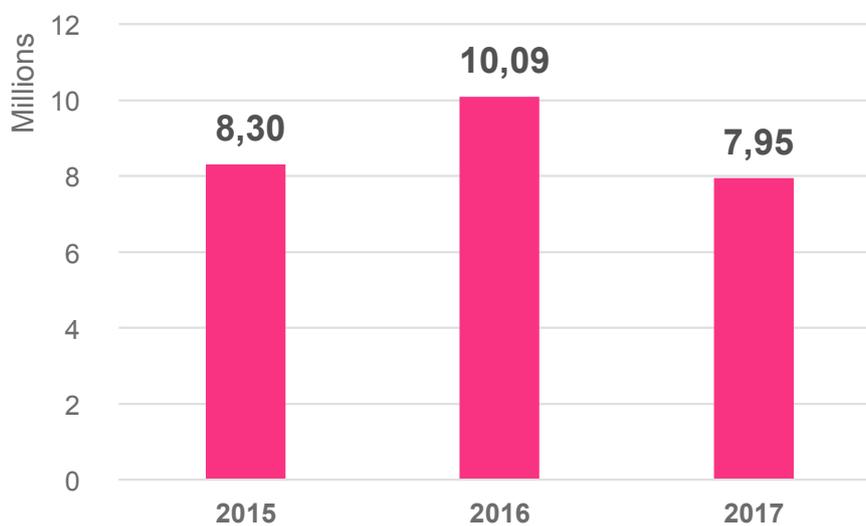
L'année 2017 a été caractérisée par :

- › une progression des dépenses de fonctionnement de +9M€, principalement liée à la hausse des frais financiers dans le cadre de la résiliation d'un SWAP et de la hausse des dépenses de personnel ;
- › une hausse des dépenses d'investissement de +4M€ avec des phases travaux sur plusieurs chantiers importants (l'extension du musée de La Piscine, la réhabilitation du parc Barbieux, la réhabilitation de la Piscine Lesaffre) et des travaux de rénovation énergétique et de mise en accessibilité sur le patrimoine de la ville ;
- › des recettes de fonctionnement en légère progression (+0,5%) et des recettes propres d'investissement en retrait.

Le compte administratif se solde par **un excédent global de 7,95 M€** après couverture des reports.

En M €	2016	2017	Évolution
Résultat Brut avant reports	27,10	19,41	-7,69
Reports			
Recettes de fonctionnement	7,85	4,75	,-3,10
Recettes d'investissement	2,50	2,97	0,47
Recettes	10,35	7,72	-2,63
Dépenses de fonctionnement	16,18	9,01	-7,17
Dépenses d'investissement	11,17	10,17	-1,00
Dépenses	27,35	19,18	-8,17
Besoin de financement des reports	-17,00	-11,46	5,54
Résultat net après financements des reports	10,10	7,95	-2,15

Excédent net après report



2^{ÈME} PARTIE

LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

1 / RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Au compte administratif 2017, les recettes de fonctionnement atteignent 149,9M € et sont en hausse de +0,5%. Ils se répartissent entre produits fiscaux pour 26%, dotations pour 60% et autres produits pour 14%. La hausse est portée par les dotations, alors même que les produits fiscaux sont en recul compte tenu de la baisse de 10% du taux de taxe d'habitation décidée en 2017.

En M €	CA 2015	CA 2016	BP 2017	CA 2017	Évolution / CA 2016	
					EN M €	en %
Fiscalité	40,6	40,3	39,5	39,5	-0,8	-2,0%
Dotations	86,0	87,9	92,1	89,5	+1,6	+1,8%
Autres recettes de fonctionnement	22,1	21,0	19,6	21,0	-0,0	-0,1%
Recettes de fonctionnement	148,7	149,2	151,2	149,9	+0,7	+0,5%

A. LES PRODUITS FISCAUX

Les produits fiscaux atteignent 39,5M€ et sont en recul de -0,8M €.

En M €	CA 2015	CA 2016	BP 2017	CA 2017	Évolution / CA 2016	
					EN M €	EN %
Taxe d'habitation	14,9	14,6	13,4	13,1	-1,5	-10,0%
Taxe foncière propriétés bâties	19,1	19,5	19,7	19,8	+0,3	+1,3%
Taxe foncière propriétés non bâties	0,1	0,1	0,1	0,1	-0,0	-3,5%
Rôles supplémentaires	0,4	0,2		0,2	+0,0	+11,1%
Compensations fiscales	3,3	3,2	3,3	3,3	+0,1	+4,0%
Fiscalité indirecte	2,8	2,7	3,0	3,0	+0,3	+9,8%
Fiscalité	40,6	40,3	39,5	39,5	-0,8	-2,0%

La taxe d'habitation a rapporté 13,1M €, soit -1,5M € de moins qu'en 2016 suite à la décision de la Ville de baisser le taux de 10%. En parallèle, la croissance des bases a été quasiment nulle, du fait d'une augmentation du nombre de ménages bénéficiant d'une exonération.

La taxe foncière sur les propriétés bâties a progressé de +1,3%, uniquement sous l'effet de la progression des bases fiscales, le taux étant figé. Cette évolution est légèrement en retrait par rapport aux années antérieures, compte tenu du coefficient de revalorisation des bases fiscales fixé à 0,4% en loi de finances 2017.

Les produits de fiscalité indirecte sont principalement constitués de la taxe additionnelle sur les droits de mutation (1,68M €) qui revient à son niveau de 2014 après deux années de baisse ; de la taxe sur l'électricité (1,2M €) globalement stabilisée, et de la taxe sur la publicité extérieure (49K €).

B. LES DOTATIONS

Les dotations atteignent 89,5M € et sont en hausse de +1,6M € (+1,8%).

En M €	CA 2015	CA 2016	BP 2017	CA 2017	Évolution /CA 2016	
					EN M €	eN %
DGF	19,3	16,7	15,5	15,3	-1,4	-8,5%
DSU	34,2	37,7	41,3	41,5	+3,8	+10,1%
DPV	1,8	2,3	4,0	1,8	-0,5	-20,1%
Dotations MEL	23,5	23,5	23,5	23,5	+0,0	+0,1%
Autres dotations	7,2	7,7	7,8	7,3	-0,4	-5,0%
Dotations	86,0	87,9	92,1	89,5	+1,6	+1,8%

La dotation globale de fonctionnement a été diminuée de -1,4M € dans le cadre de la contribution au redressement des comptes publics. Depuis 2014, cette dotation a décliné de -30%, soit -6,5M € par rapport à son niveau 2013.

En parallèle, la Ville a bénéficié de la croissance importante de **la dotation de solidarité urbaine** au niveau national en raison de la réforme des critères d'attribution de cette dotation. En 2017, elle a crû de +10% par rapport à 2016 (+3,8M €). Depuis 2013, cette croissance a représenté +12M €.

La dotation politique de la ville finance des investissements dans les secteurs prioritaires. Son niveau dépend du degré d'avancement des projets financés et des modalités de perception de la recette.

Les dotations MEL (attribution de compensation et dotation de solidarité communautaire) sont globalement stabilisées.

Les autres dotations sont en léger recul, notamment le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (1,4M €, en baisse de -0,155M €) et le fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (1,6M€, en baisse de -0,4M €). La dotation nationale de péréquation (2,9M €) et la dotation générale de décentralisation (1,16M €) sont maintenues à leur niveau 2016. En 2017, la ville bénéficie pour la première fois du FCTVA en fonctionnement à hauteur de 210K €.

C. LES AUTRES RECETTES

Les autres recettes sont globalement stabilisées. La hausse des subventions d'État provient du rythme de paiement des emplois aidés (moindre encaissement 2016 compensé par un encaissement plus important en 2017).

En M €	CA 2015	CA 2016	BP 2017	CA 2017	Évolution / CA 2016	
					EN M €	EN %
Subventions État	4,3	2,8	3,6	3,5	+0,7	+23,7%
Subventions CAF	6,3	5,9	6,3	5,9	-0,1	-1,1%
Subventions autres	1,2	2,0	0,5	2,1	+0,1	+4,9%
Loyers	2,0	2,2	2,0	1,9	-0,3	-12,9%
Restauration scolaire	1,4	1,7	1,7	1,6	-0,1	-5,1%
Stationnement	0,9	0,9	1,0	0,8	-0,2	-16,8%
Musée (entrées et mécénat)	1,4	1,1	0,4	0,8	-0,3	-30,4%
Autres	4,5	4,3	4,1	4,5	+0,1	+3,3%
Autres recettes de fonctionnement	22,1	21,0	19,6	21,0	-0,0	-0,1%

2. DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Au compte administratif 2017, **les dépenses de fonctionnement représentent 138,4M € et sont en hausse de +9M €**. Elles se composent de dépenses de gestion pour 131,9M €, en hausse de +4% (+5,3M €), et de frais financiers en hausse de +3,7M €.

En M €	CA 2015	CA 2016	BP 2017	CA 2017	Évolution / CA 2016	
					EN M €	EN %
Masse salariale	71,9	71,8	75,5	74,0	+2,3	+3,2%
Charges à caractère général	30,8	28,9	33,9	31,5	+2,6	+8,8%
Subventions	22,4	24,3	23,9	24,7	+0,4	+1,5%
<i>dont subventions CCAS</i>	6,0	7,3	6,8	7,2	-0,1	-1,1%
<i>dont autres subventions</i>	16,4	17,0	17,1	17,5	+0,4	-2,6%
Autres dépenses	1,5	1,6	1,4	1,7	+0,1	+7,6%
Dépenses de gestion	126,6	126,6	134,7	131,9	+5,3	+4,2%
Frais financiers	2,9	2,8	3,4	6,5	+3,7	+131,7%
Dépenses de fonctionnement	129,6	129,4	138,1	137,4	+9,0	+7,0%

Les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à 90% des crédits ouverts (BP 2017 + reports + DM). 2017 avait été marqué par un montant important des crédits reportés en fonctionnement (16,2M€, contre 12M€ reportés au BP 2016) et par un plus faible taux d'exécution (85%).

En M €	BP 2017	Crédits ouverts (CO)	CA 2017	Taux de réalisation/ CO
Dépenses de gestion	134,7	147,5	131,9	89,4%
Frais financiers	3,4	6,6	6,5	98,7%
Dépenses de fonctionnement	138,1	154,1	138,4	89,8%

A. LES DÉPENSES DE PERSONNEL

Les dépenses de personnel (chapitre 012) représentent 74M€ et sont en hausse de +2,3M€ (+3,2%), conformément aux prévisions budgétaires.

En M €	CA 2016	BP 2017	CA 2017	Évolution /CA 2017	
				EN M €	EN %
Rémunération du personnel permanent	63,40	66,03	65,62	+2,2	+3,5%
Vacataires Jeunesse et Éducation	3,54	3,81	3,61	+0,07	+1,9%
Vacataires Musée	0,26	0,24	0,25	-0,01	-3,5%
Contrats aidés	3,26	3,29	3,29	+0,03	+1,0%
Assistants maternelles	0,62	0,63	0,53	-0,09	-14,7%
Cotisations CNFPT et CDG	0,39	0,40	0,37	-0,03	-7,1%
Autres dépenses	0,30	1,09	0,38	+0,08	+28,0%
TOTAL	71,77	75,50	74,05	+2,28	+3,2%

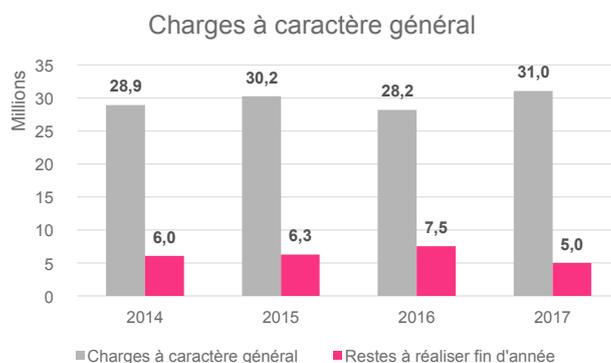
Cette hausse s'explique principalement par des effets nationaux: hausse du point d'indice de 0,6% au 1er juillet 2016 (effet report en année pleine 2017), hausse du point d'indice de 0,6% au 1er février 2017, protocole national sur les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations et hausse des taux de cotisations patronales retraite.

La collectivité poursuit les chantiers débutés en 2016 au titre de son agenda social, avec une augmentation de l'enveloppe dédiée aux évolutions de carrière et la mise en place d'une participation financière de l'employeur à la complémentaire santé.

Conformément aux priorités politiques portées par la municipalité, la Ville a choisi d'investir en 2017 sur la thématique de la sécurité, en créant 5 postes permanents et 4 postes de médiateurs (en contrat aidé) au sein de la Direction Prévention Sécurité Tranquillité Publique.

B. LES CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL

Ces charges représentent 31,5M € et sont en progression de +2,6M €. Cette progression s'explique principalement par une amélioration de l'exécution budgétaire. L'année 2016 avait été marquée par un faible niveau d'exécution des crédits (67% contre 75% en 2015) et un haut niveau de report (7,5M €). L'exécution pour 2017 atteint 78% (+2,8M €) et le montant des charges reportées est diminué (5M €, -2,5M €).



C. SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT VERSÉES

Les subventions et participations sont retracées au sein des chapitre 65 (comptes 655, 6573, 6574) et 67 (compte 67442).

Elles s'élèvent à 24,7M € et sont globalement en hausse de +0,36M € (+1,5%). Cette progression s'explique principalement par la modification du rythme des subventions versées au titre de la politique de la ville: auparavant, la ville versait un acompte de 80% en année n et un solde de 20% l'année n+1. A partir de 2017, la ville verse désormais 100% de la subvention dès la première année, pour faciliter la mise en œuvre des projets par les partenaires.

Par ailleurs, les subventions de fonctionnement sont en progression de +3%, notamment en direction des associations sportives.

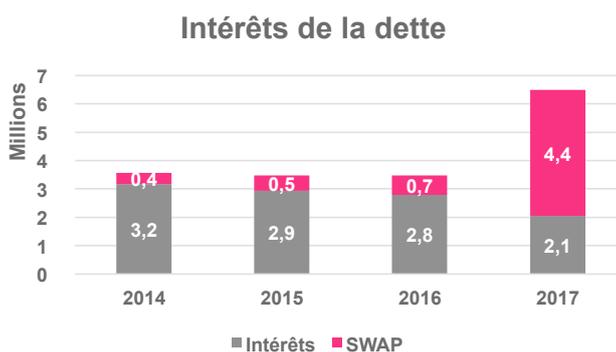
En M €	CA 2016	CA 2017	Évolution / CA 2016	
			EN M €	EN %
Subventions de fonctionnement	6,32	6,53	+0,21	+3%
Subventions à des actions	8,50	8,74	+0,24	+3%
Politique de la ville	1,12	1,44	+0,32	+28%
Petite enfance et jeunesse (CEJ)	3,51	3,52	+0,01	+0%
Rythmes scolaires	1,11	1,10	-0,01	-0%
Autres actions éducatives	0,22	0,23	+0,02	+8%
Emploi (MIE)	0,49	0,45	-0,03	-7%
Culture (Colisée, Condition publique...)	1,56	1,57	+0,01	+1%
Sports	0,23	0,24	+0,01	+3%
Développement durable	0,13	0,07	-0,05	-43%
Fonctionnement des écoles privées	2,32	2,37	+0,05	+2%
CCAS	7,16	7,02	-0,14	-2%
Subventions	24,30	24,66	+0,36	+1%

D. LES CHARGES FINANCIÈRES

Les charges financières (chapitre 66) **s'élèvent à 6,5M € et progressent de +3,7M €.**

Cette forte hausse est liée **au versement d'une soulte de 4,4M € pour la résiliation d'un SWAP contracté en 2006.** La ville de Roubaix avait contracté ce SWAP avec l'établissement bancaire Natixis sur un encours initial de 4,5M €. A partir de 2012, le mode de calcul s'est avéré très défavorable à la ville. Début 2017, dans un contexte de situation financière globale très saine, sur la base d'excédents conséquents réalisés sur les dernières années, la ville a choisi d'annuler le contrat de SWAP, en accord avec Natixis. Dans ce cadre, elle a versé une soulte de 4,4M €, qui correspondait à l'évaluation, au jour de l'annulation du contrat, de la charge d'intérêts dus à Natixis jusqu'au terme prévu en 2022. Au total, en prenant l'ensemble des opérations liées au SWAP (dépenses et recettes) depuis sa souscription, **la charge nette de la ville a été de presque 6M €.**

En parallèle, et en dehors de cette opération, les intérêts de la dette sont en baisse, compte tenu de la baisse de l'encours de dette depuis le début du mandat (-10M € depuis 2013) et de la baisse des taux d'intérêts sur la dette à taux variable (45% de l'encours en 2017).



3^{ÈME} PARTIE

LA SECTION D'INVESTISSEMENT

1 / DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

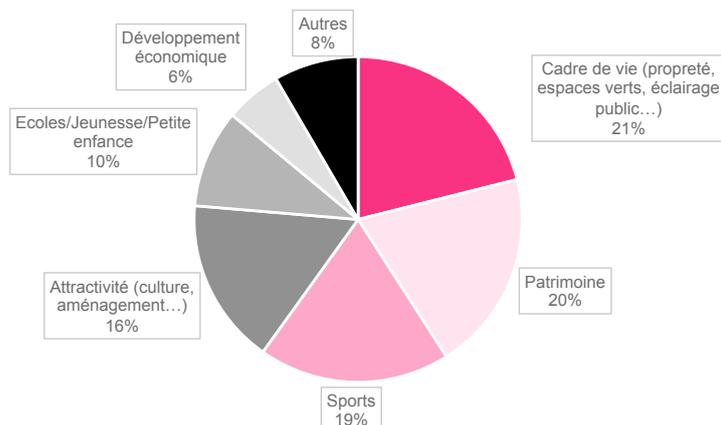
Au compte administratif 2017, **les dépenses d'investissement s'élèvent à 41,6M €, dont 29,4M € de dépenses hors dette et 12,2M € de remboursement en capital. Les dépenses d'investissement hors dette sont en croissance de +13%**, avec l'arrivée en phase travaux de nombreux projets. Ces dépenses présentent un taux de réalisation de 62% par rapport aux crédits ouverts (36M € au BP 2017 + 11,7M € reportés).

En M €	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Évolution /CA 2016	
				EN M €	en %
Immobilisations incorporelles	0,7	0,8	1,0	0,2	27,3%
Immobilisations corporelles	3,3	2,7	3,2	0,5	18,7%
Immobilisations en cours	15,6	16,1	20,3	4,2	26,0%
Subventions d'équipement	1,1	0,9	1,1	0,2	18,9%
Avances de trésorerie	1,5	5,5	3,8	-1,7	-31,1%
Autres	0,2	0,0	0,1	0,1	177,6%
Dépenses d'investissement hors dette	22,3	26,0	29,4	3,4	13,2%
Remboursement en capital	11,0	11,6	12,2	0,6	4,9%
Dépenses d'investissement	33,3	37,6	41,6	4,0	10,6%

Les principales opérations financées en 2017 sont les suivantes :

Principales opérations - CA 2017	Dépenses	Recettes
Projets PPI		
Musée de la Piscine - Extension	3,76	0,47
Piscine Lesaffre	2,98	1,02
Parc Barbieux	2,81	0,59
Salle de Sport Oran Delespaul	1,47	
Acquisition - Bd Beaurepaire	0,61	
Église Saint-Joseph	0,44	0,47
Place de la Fraternité	0,37	
École A. France - réhabilitation	0,37	
Place Audenaerde	0,36	
Participation ville - Zac de l'Union	0,36	
Participation ville - concession PMRQAD	0,30	
Participation ville - concession gare	0,31	
Participation au parking silo IUT C	0,30	
Parc du Brondeloire	0,27	
Bd de Cambrai / Montesquieu	0,16	
Pôle Petite enfance du Pile	0,16	
Maintenance du patrimoine et moyens des services		
Groupe scolaire Jean Macé : menuiseries	0,43	
Groupe Scolaire Léo Lagrange : menuiseries	0,42	
Mise en conformité PMR	0,42	
Agenda d'accessibilité programmée	0,54	
Acquisitions d'œuvre pour le musée La Piscine	0,48	
Salle de sport Bouffon : réfection couverture	0,19	
Salle de Sport Soligny : réfection couverture	0,19	
Salle de sport Coubertin : isolation	0,29	
Aires de jeux	0,35	
Cours d'école	0,26	

Répartition des investissements par thématique



2. RECETTES D'INVESTISSEMENT

Au compte administratif 2017, **les recettes d'investissement représentent 22,4M € et sont en diminution de -6M €.**

D'une part, elles sont composées de recettes propres pour 10,4M €, en recul de -24%, compte-tenu du calendrier de versement des subventions sur les projets. La ville avait bénéficié en 2016 de versements de premiers acomptes sur les principaux projets d'investissements. Par ailleurs, l'année 2016 avait été marquée par un rattrapage dans la récupération d'avances de trésorerie, l'année 2017 est caractérisée par un retour à un rythme régulier.

D'autre part, le recours à l'emprunt a été revu à la baisse à 12M€, soit -2,7M € par rapport à 2016. Fin 2017, l'encours de dette est stabilisé à 106M €.

En M €	CA 2015	CA 2016	BP 2017	CA 2017	Évolution / CA 2016	
					EN M €	en %
Subventions d'investissement	2,4	4,5	5,0	2,7	-1,7	-39%
FCTVA	2,1	3,1	2,8	3,1	+0,0	1%
Dons et legs	0,1	0,3	0,1	0,3	-0,0	-10%
Remboursements d'avances de trésorerie	1,5	4,9	3,8	3,5	-1,5	-30%
Cessions	0,2	0,4	1,0	0,4	-0,0	-1%
Autres	0,3	0,5	0,4	0,4	-0,1	-17%
Recettes d'investissement hors dette	6,5	13,7	13,0	10,4	-3,3	-24%
Emprunt	5,0	14,7	12,0	12,0	-2,7	-18%
Recettes d'investissement	11,5	28,4	25,0	22,4	-6,0	-21%

